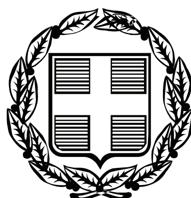
Signature Not Verified
Digitally signed by THEODOROS MOUMOURIS
Date: 2014.01.28 1[illegible]:35:09 EET
Reason: Signed PDF (embedded)
Location: Athens, Ethniko Typografio



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 18**

28 Ιανουαρίου 2014

ΝΟΜΟΣ ΥΠ’ ΑΡΙΘ. 4230

Κύρωση της Σύμβασης για την έκδοση πιστοποιητικού ικανότητας γάμου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση για την έκδοση πιστοποιητικού ικανότητας γάμου που υπογράφηκε στο Μόναχο, στις 5 Σεπτεμβρίου 1980, το κείμενο της οποίας σε πρωτότυπο στη γαλλική και σε μετάφραση στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

CONVENTION RELATIVE A LA DELIVRANCE

D'UN CERTIFICAT DE CAPACITE MATRIMONIALE

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux d'établir des dispositions communes relatives à la délivrance d'un certificat de capacité matrimoniale à leurs ressortissants en vue de la célébration du mariage à l'étranger, ayant à l'esprit la Recommandation relative au droit du mariage adoptée par l'Assemblée Générale de la Commission Internationale de l'Etat Civil à Vienne le 8 septembre 1976, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

Chaque Etat contractant s'engage à délivrer un certificat de capacité matrimoniale conforme au modèle annexé à la présente Convention, lorsqu'un de ses ressortissants le demande en vue de la célébration de son mariage à l'étranger et remplit au regard de la loi de l'Etat qui délivre le certificat les conditions pour contracter ce mariage.

Article 2

Pour l'application de la présente Convention sont assimilés aux ressortissants d'un Etat contractant les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

Article 3

Toutes les inscriptions à porter sur le certificat sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité qui délivre le certificat.

Article 4

1. Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement, sous les symboles Jo, Mo et An, le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

2. Le nom de tout lieu mentionné dans le certificat est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé, chaque fois que cet Etat n'est pas celui dont l'autorité délivre le certificat.

3. Sont exclusivement utilisés les symboles suivants:
   - pour indiquer le sexe masculin, la lettre M, le sexe féminin, la lettre F;
   - pour indiquer la nationalité, les lettres employées pour désigner le pays d'immatriculation des voitures automobiles;
   - pour indiquer la condition de réfugié, les lettres REF;
   - pour indiquer la condition d'apatride, les lettres APA.

4. Lorsqu'un précédent mariage a été dissous, sont mentionnés dans la case 12 du certificat le nom et les prénoms du dernier époux ainsi que la date, le lieu et la cause de la dissolution. Pour indiquer la cause de la dissolution sont exclusivement utilisés les symboles suivants:

   - en cas de décès, la lettre D;
   - en cas de divorce, les lettres DIV;
   - en cas d'annulation, la lettre A;
   - en cas d'absence, les lettres ABS.

Article 5

Si l'autorité compétente n'est pas en mesure de remplir une case ou une partie de case, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

Article 6

1. Au recto de chaque certificat les mentions invariables, à l'exclusion des symboles prévus à l'article 4 en ce qui concerne les dates, sont imprimées en deux langues au moins, dont la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où le certificat est délivré et la langue française.

2. La signification des symboles doit être indiquée au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de chacun des Etats qui, au moment de la signature de la présente Convention, sont membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, ainsi que dans la langue anglaise.

3. Au verso de chaque certificat doivent figurer:

- une référence à la Convention, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article;

- la traduction des mentions invariables, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article, si ces langues n'ont pas été utilisées au recto;

- un résumé des articles 3, 4, 5 et 9 de la Convention, au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité qui délivre le certificat.

4. Toute traduction doit être approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Article 7

Les certificats sont datés et revêtus de la signature et du sceau de l'autorité qui les a délivrés. Leur validité est limitée à une durée de six mois à compter de la date de délivrance.

Article 8

1. Lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, les Etats contractants indiqueront les autorités compétentes pour délivrer les certificats.

2. Toute modification ultérieure sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

Article 9

Toute modification du certificat par un Etat doit être approuvée par la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Article 10

Les certificats sont dispensés de légalisation ou de toute formalité équivalente sur le territoire de chacun des Etats liés par la présente Convention.

Article 11

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 12

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 13

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 14

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 15

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 16

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

Article 17

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;

c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;

d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet;

e) toute déclaration faite en vertu de l'article 8.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Munich, le 5 septembre 1980, en un seul exemplaire en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale
d'Allemagne

Pour la République d'Autriche

Pour le Royaume de Belgique

Pour le Royaume d'Espagne

Pour la République Française

Pour la République Hellénique

Pour la République Italienne

Pour le Grand-Duché du Luxembourg

Pour le Royaume des Pays-Bas

Pour la République Portugaise

Pour la Confédération Suisse

Pour la République Turque

Convention relative à la délivrance
d'un certificat de capacité matrimoniale
conclue à Munich le 5 septembre 1980

Liste des signataires

Autriche	Fritz Schwind
Belgique	P. Van Langenaeken
Espagne	Diego Espin Canovas
Grèce	Ch. Christophorides
Italie	Riccardo Monaco
Luxembourg	Henri Delvaux
Pays-Bas	W. Breukelaar
Portugal	João de Deus Pinheiro Farinha
Suisse	Hans Kupfer
Turquie	Turhan Esener

1 ETAT..................

2 SERVICE DE L'ETAT CIVIL DE ....

3 CERTIFICAT DE CAPACITE MATRIMONIALE
VALABLE PENDANT SIX MOIS.

4 SELON LES PIECES PRODUITES,

5	NOM DE FAMILLE
6	PRENOMS
7	SEXE
8	NATIONALITE *
9	DATE ET LIEU DE NAISSANCE JO [ ] MO [ ] AN [ ]
10	RESIDENCE HABITUELLE
11	LIEU ET NUMERO DU REGISTRE DE FAMILLE
12	MARIAGE PRECEDENT AVEC DISSOUS PAR LE JO [ ] MO [ ] AN [ ] A

13 PEUT CONTRACTER MARIAGE A L'ETRANGER AVEC

5	NOM DE FAMILLE
6	PRENOMS
7	SEXE
8	NATIONALITE *
9	DATE ET LIEU DE NAISSANCE JO [ ] MO [ ] AN [ ]
10	RESIDANCE HABITUELLE
11	LIEU ET NUMERO DU REGISTRE DE FAMILLE
12	MARIAGE PRECEDENT AVEC DISSOUS PAR LE JO [ ] MO [ ] AN [ ] A

13 DATE DE DELIVRANCE JO [ ] MO [ ] AN [ ]
SIGNATURE, SCEAU

14 * METTRE REF POUR REFUGIÉ ET APA POUR APATRIDE

SYMBOLES. ZEICHEN. SYMBOLS. SIMBOLOS. ΣΥΜΒΟΛΑ. SIMBOLI. SYMBOLEN. SIMBOLOS. ISARETLER

JO: JOUR. TAG. DAY. DIA. ΗΜΕΡΑ. GIORNO. DAG. DIA. GÜN.
MO: MOIS. MONAT. MONTH. MES. ΜΗΝΑΣ. MESE. MAAND. MÊS. AY.
AN: ANNEE. JAHR. YEAR. AÑO. ΕΤΟΣ. ANNO. JAAR. ANO. YIL.
M: MASCULIN. MÄNNLICH. MALE. MASCULINO. ΑΝΔΡΑΣ. MASCHILE. MANNELIJK. MASCULINO. ERKEK.
F: FEMININ. WEIBLICH. FEMALE. FEMENINO. ΓΥΝΑΙΚΑ. FEMMINILE. VROUWELIJK. FEMININO. KADIN.
D: DECES. TOD. DEATH. DEFUNCIÓN. ΘΑΝΑΤΟΣ. MORTE. OVERLIJDEN. ÓBITO. ÖLÜM.
DIV: DIVORCE. SCHEIDUNG. DIVORCE. DIVORCIO. ΔΙΑΖΥΓΙΟ. DIVORZIO. ECHTSCHEIDING. DIVÓRCIO. BOŞANMA.
A: ANNULATION. NICHTIGERKLÄRUNG. ANNULMENT. ANULACIÓN. ΑΚΥΡΩΣΙΣ. ANNULAMENTO. NIETIGVERKLARING. ANULAÇÃO. IPTAL.
ABS: ABSENCE. ABWESENHEIT. ABSENCE. AUSENCIA. ΑΠΟΥΣΙΑ. ASSENZA. AFWEZIGHEID. AUSÊNCIA. GAIPLIK.
REF: REFUGIE. FLÜCHTLING. REFUGEE. REFUGIADO. ΠΡΟΣΦΥΓΑΣ. RIFUGIATO. VLUCHTELING. REFUGIADO. MULTECI.
APA: APATRIDE. STAATENLOSER. STATELESS. APATRIDA. ΧΩΡΙΣ ΙΘΑΓΕΝΕΙΑ. APOLIDE. STAATLOZE. APÁTRIDA. VATANSIZ

CERTIFICAT DELIVRE EN APPLICATION DE LA CONVENTION SIGNEE A MUNICH le5 SEPT.1980

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	

LES INSCRIPTIONS SONT ECRITES EN CARACTERES LATINS D'IMPRIMERIE; ELLES PEUVENT EN OUTRE ETRE ECRITES DANS LES CARACTERES DE LA LANGUE DE L'AUTORITE QUI DELIVRE LE CERTIFICAT.

LES DATES SONT INSCRITES EN CHIFFRES ARABES INDIQUANT SUCCESSIVEMENT LE JOUR, LE MOIS ET L'ANNEE. LE JOUR ET LE MOIS SONT INDIQUES PAR DEUX CHIFFRES, L'ANNEE PAR QUATRE CHIFFRES. LES NEUF PREMIERS JOURS DU MOIS ET LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNEE SONT DESIGNES PAR DES CHIFFRES ALLANT DE 01 A 09.

LE NOM DE TOUT LIEU EST SUIVI DU NOM DE L'ETAT OU CE LIEU EST SITUE, CHAQUE FOIS QUE CET ETAT N'EST PAS CELUI DONT L'AUTORITE DELIVRE LE CERTIFICAT

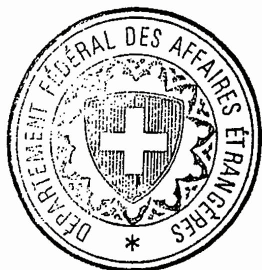
SI UNE CASE OU UNE PARTIE DE CASE NE PEUT ETRE EMPLIE, ELLE EST RENDUE INUTILISABLE PAR DES TRAITS.

TOUTES LES MODIFICATIONS ET TRADUCTIONS SONT SOUMISES A L'APPROBATION PREALABLE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ETAT CIVIL.

Copie certifiée conforme à l'original déposé dans les archives de la Confédération suisse.

Berne, le 9 mars 1981

Pour le
DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES



Rubin

(Rubin)

Chef de la Section
des traités internationaux

ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΚΔΟΣΗ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ ΙΚΑΝΟΤΗΤΑΣ ΓΑΜΟΥ

Τα Κράτη που υπογράφουν την παρούσα Σύμβαση, μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης, επιθυμούντα να θεσπίσουν κοινές διατάξεις σχετικά με την έκδοση πιστοποιητικού ικανότητας γάμου προς τους υπηκόους τους ενόψει της τέλεσης γάμου στην αλλοδαπή, έχοντας υπόψη τη Σύσταση σχετικά με το δικαίωμα γάμου που ψηφίστηκε από τη Γενική Συνέλευση της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης στις 8 Σεπτεμβρίου 1976 στη Βιέννη, συμφωνούν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Έκαστο συμβαλλόμενο Κράτος δεσμεύεται να εκδίδει πιστοποιητικό ικανότητας γάμου σύμφωνα με το πρότυπο που προσαρτάται στην παρούσα Σύμβαση, κατόπιν αιτήματος ενός υπηκόου του ενόψει της τέλεσης του γάμου του στην αλλοδαπή και εφόσον ο εν λόγω υπήκοος πληροί έναντι της νομοθεσίας του Κράτους που εκδίδει το πιστοποιητικό τις προϋποθέσεις σύναψης του εν λόγω γάμου.

Άρθρο 2

Για την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης εξομοιώνονται με τους υπηκόους ενός συμβαλλόμενου Κράτους οι πρόσφυγες και οι απάτριδες των οποίων η προσωπική κατάσταση διέπεται από το δίκαιο του εν λόγω Κράτους.

Άρθρο 3

Όλες οι εγγραφές επί του πιστοποιητικού γίνονται με λατινικούς τυπογραφικούς χαρακτήρες. Δύνανται επιπλέον να αναγραφούν με χαρακτήρες της γλώσσας της αρχής που εκδίδει το πιστοποιητικό.

Άρθρο 4

1. Οι ημερομηνίες αναγράφονται με αραβικά ψηφία υποδεικνύοντας διαδοχικά, με τα σύμβολα Jo, Mo και An, την ημέρα, τον μήνα και το έτος. Η ημέρα και ο μήνας αναγράφονται με δύο ψηφία, το έτος με τέσσερα ψηφία. Οι εννέα πρώτες ημέρες του μήνα και οι εννέα πρώτοι μήνες του έτους αναγράφονται με ψηφία από 01 έως 09.

2. Οποιοδήποτε τοπωνύμιο αναφέρεται στο πιστοποιητικό ακολουθείται από το όνομα του Κράτος στο οποίο βρίσκεται ο σχετικός τόπος, εφόσον το εν λόγω Κράτος διαφέρει από εκείνο της αρχής που εκδίδει το πιστοποιητικό.

3. Χρησιμοποιούνται αποκλειστικά τα ακόλουθα σύμβολα:

- για το άρρεν φύλο, το γράμμα M, για το θήλυ φύλο, το γράμμα F.
- για την αναγραφή της υπηκοότητας, τα γράμματα που χρησιμοποιούνται για τον προσδιορισμό της χώρας ταξινόμησης των οχημάτων.
- για την ιδιότητα του πρόσφυγα, τα γράμματα REF.
- για την ιδιότητα του απάτριδος, τα γράμματα APA.

4. Σε περίπτωση λύσης προγενέστερου γάμου, αναγράφονται στο τετραγωνίδιο 12 του πιστοποιητικού το επώνυμο και τα ονόματα του τελευταίου συζύγου καθώς και η ημερομηνία, ο τόπος και η αιτία της λύσης. Για την αναγραφή της αιτίας της λύσης χρησιμοποιούνται αποκλειστικά τα ακόλουθα σύμβολα:

- σε περίπτωση θανάτου, το γράμμα D
- σε περίπτωση διαζυγίου, τα γράμματα DIV
- σε περίπτωση ακύρωσης, το γράμμα A
- σε περίπτωση απουσίας, τα γράμματα ABS

Άρθρο 5

Σε περίπτωση που η αρμόδια αρχή δεν είναι σε θέση να συμπληρώσει ένα τετραγωνίδιο ή μέρος ενός τετραγωνιδίου, το εν λόγω τετραγωνίδιο ή μέρος αυτού διαγράφεται.

Άρθρο 6

1. Στην εμπρόσθια όψη κάθε πιστοποιητικού, οι μνείες που παραμένουν αμετάβλητες, με εξαίρεση τα προβλεπόμενα στο άρθρο 4 σύμβολα αναφορικά με τις ημερομηνίες, αναγράφονται τουλάχιστον σε δύο γλώσσες, εκ των οποίων η επίσημη γλώσσα ή μία εκ των επίσημων γλωσσών του Κράτους όπου εκδίδεται το πιστοποιητικό και η γαλλική γλώσσα.

2. Η σημασία των συμβόλων πρέπει να αναγράφεται τουλάχιστον στην επίσημη γλώσσα ή σε μία εκ των επίσημων γλωσσών εκάστου εκ των Κρατών τα οποία, κατά την υπογραφή της παρούσας Σύμβασης, είναι μέλη

της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης, καθώς και στην αγγλική γλώσσα.

3. Στην οπίσθια όψη κάθε πιστοποιητικού πρέπει να αναγράφονται:

- μία αναφορά στη Σύμβαση, στις γλώσσες που αναφέρονται στη δεύτερη παράγραφο του παρόντος άρθρου,
- η μετάφραση των μνειών που δεν μεταβάλλονται, στις γλώσσες που αναφέρονται στη δεύτερη παράγραφο του παρόντος άρθρου, σε περίπτωση που οι εν λόγω γλώσσες δεν έχουν χρησιμοποιηθεί στην εμπρόσθια όψη,
- μία περίληψη των άρθρων 3, 4, 5 και 9 της Σύμβασης, τουλάχιστον στην επίσημη γλώσσα ή σε μία εκ των επίσημων γλωσσών της αρχής που εκδίδει το πιστοποιητικό.

4. Όλες οι μεταφράσεις πρέπει να εγκρίνονται από το Γραφείο της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Άρθρο 7

Τα πιστοποιητικά φέρουν ημερομηνία καθώς και την υπογραφή και σφραγίδα της αρχής που τα εξέδωσε. Η ισχύς τους περιορίζεται σε διάρκεια έξι μηνών από την ημερομηνία έκδοσής τους.

Άρθρο 8

1. Κατά την υπογραφή, κύρωση, αποδοχή, έγκριση ή προσχώρηση, τα συμβαλλόμενα Κράτη θα υποδείξουν τις αρμόδιες αρχές για την έκδοση των πιστοποιητικών.

2. Οποιαδήποτε μεταγενέστερη τροποποίηση θα κοινοποιείται στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο.

Άρθρο 9

Οποιαδήποτε τροποποίηση του πιστοποιητικού από ένα Κράτος πρέπει να εγκρίνεται από τη Διεθνή Επιτροπή Προσωπικής Κατάστασης.

Άρθρο 10

Τα πιστοποιητικά απαλλάσσονται από την υποχρέωση επικύρωσης ή από οποιαδήποτε άλλη ισοδύναμη διατύπωση επί του εδάφους εκάστου εκ των Κρατών τα οποία δεσμεύονται από την παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 11

Η παρούσα Σύμβαση θα κυρωθεί, γίνει αποδεκτή ή εγκριθεί και τα έγγραφα κύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο.

Άρθρο 12

1. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της κατάθεσης του τρίτου εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

2. Έναντι του υπογράφοντος Κράτους που θα την κυρώσει, κάνει αποδεκτή, εγκρίνει, προσχωρήσει μετά την θέση της σε ισχύ, η Σύμβαση θα ισχύσει από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της κατάθεσης από το εν λόγω Κράτος του εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

Άρθρο 13

Οποιοδήποτε Κράτος θα μπορεί να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση. Το έγγραφο προσχώρησης θα κατατεθεί στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο.

Άρθρο 14

Καμία επιφύλαξη στην παρούσα Σύμβαση δεν γίνεται αποδεκτή.

Άρθρο 15

1. Οποιοδήποτε Κράτος, κατά τον χρόνο της υπογραφής, της κύρωσης, της αποδοχής, της έγκρισης ή της προσχώρησης ή σε οποιονδήποτε άλλο χρόνο στην συνέχεια, θα μπορεί να δηλώσει ότι η παρούσα Σύμβαση θα επεκταθεί στο σύνολο των εδαφών με τα οποία διατηρεί σχέσεις σε διεθνές επίπεδο ή σε ένα ή περισσότερα από αυτά.

2. Η δήλωση αυτή θα κοινοποιηθεί στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο και η επέκταση θα ισχύσει από τον χρόνο έναρξης ισχύος της Σύμβασης για το εν λόγω Κράτος ή, μεταγενέστερα, από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της λήψης της κοινοποίησης.

3. Οποιαδήποτε δήλωση επέκτασης θα μπορεί να ανακληθεί με κοινοποίηση απευθυνόμενη προς το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο και η Σύμβαση θα παύσει να έχει εφαρμογή στο υποδειχθέν έδαφος από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της λήψης της εν λόγω κοινοποίησης.

Άρθρο 16

1. Η παρούσα Σύμβαση θα παραμείνει σε ισχύ για απεριόριστη διάρκεια.

2. Οποιοδήποτε συμβαλλόμενο στην παρούσα Σύμβαση Κράτος θα έχει εν τούτοις την ευχέρεια να την καταγγείλει κατά πάντα χρόνο μετά την πάροδο μιας προθεσμίας ενός έτους από την ημερομηνία έναρξης ισχύος της Σύμβασης έναντί του. Η καταγγελία θα κοινοποιηθεί στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο και θα ισχύσει από την πρώτη ημέρα του έκτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της λήψης της κοινοποίησης αυτής. Η Σύμβαση θα παραμείνει σε ισχύ μεταξύ των υπολοίπων Κρατών.

Άρθρο 17

1. Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα κοινοποιήσει στα Κράτη-μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης και σε οποιοδήποτε άλλο Κράτος που έχει προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση:

(α) την κατάθεση οποιουδήποτε εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

(β) οποιαδήποτε ημερομηνία έναρξης ισχύος της Σύμβασης,

(γ) οποιαδήποτε δήλωση σχετική με την εδαφική επέκταση της Σύμβασης ή την ανάκλησή της, μαζί με την ημερομηνία από την οποία θα ισχύσει,

(δ) οποιαδήποτε καταγγελία της Σύμβασης, μαζί με την ημερομηνία από την οποία θα ισχύσει.

(ε) οποιαδήποτε δήλωση πραγματοποιηθείσα δυνάμει του άρθρου 8.

2. Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ενημερώνει τον Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης σχετικά με οποιαδήποτε κοινοποίηση που γίνεται κατ'εφαρμογή της παραγράφου 1.

3. Με την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, ένα επικυρωμένο αντίγραφό της θα διαβιβαστεί από το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο προς τον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών για καταχώρηση και δημοσίευση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

Σε πιστοποίηση των ανωτέρω, οι υπογεγραμμένοι, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Συντάχθηκε στο Μόναχο, στις 5 Σεπτεμβρίου 1980, σε ένα μοναδικό αντίτυπο, στην γαλλική γλώσσα, το οποίο θα κατατεθεί στα αρχεία του Ελβετικού Ομοσπονδιακού Συμβουλίου και του οποίου ένα επικυρωμένο αντίγραφο θα δοθεί, δια της διπλωματικής οδού, σε έκαστο των Κρατών-μελών της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης και στα προσχωρούντα Κράτη. Ένα επικυρωμένο αντίγραφο θα αποσταλεί επίσης στον Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας,

Για την Δημοκρατία της Αυστρίας,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για το Βασίλειο του Βελγίου,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για το Βασίλειο της Ισπανίας,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Γαλλική Δημοκρατία,

Για την Ελληνική Δημοκρατία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Ιταλική Δημοκρατία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για το Βασίλειο της Ολλανδίας,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Πορτογαλική Δημοκρατία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Ελβετική Ομοσπονδία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Τουρκική Δημοκρατία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Σύμβαση για την έκδοση πιστοποιητικού ικανότητας γάμου
συναφθείσα στο Μόναχο στις 5 Σεπτεμβρίου 1980

Κατάλογος υπογραφόντων

Αυστρία	Fritz Schwind
Βέλγιο	P. Van Langenaeken
Ισπανία	Diego Espin Canovas
Ελλάδα	X. Χριστοφορίδης
Ιταλία	Riccardo Monaco
Λουξεμβούργο	Henri Delvaux
Ολλανδία	W. Breukelaar
Πορτογαλία	Joao de Deus Pinheiro Farinha
Ελβετία	Hans Kupfer
Τουρκία	Turhan Esener

1. ΚΡΑΤΟΣ …………………………..

2. ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΠΡΟΣΩΠΙΚΗΣ ΚΑΤΑΣΤΑΣΗΣ ΤΟΥ……………..

3. ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΙΚΑΝΟΤΗΤΑΣ ΓΑΜΟΥ

ΔΙΑΡΚΕΙΑ ΙΣΧΥΟΣ ΕΞΙ ΜΗΝΕΣ

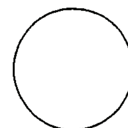
4. ΣΥΜΦΩΝΑ ΜΕ ΤΑ ΠΡΟΣΚΟΜΙΣΘΕΝΤΑ ΕΓΓΡΑΦΑ

5	ΕΠΩΝΥΜΟ	
6	ΟΝΟΜΑΤΑ	
7	ΦΥΛΟ	
8	ΕΘΝΙΚΟΤΗΤΑ*	
9	ΗΜΕΡΟΜΗΝΙΑ ΚΑΙ ΤΟΠΟΣ ΓΕΝΝΗΣΗΣ	JO ☐☐ MO ☐☐ AN ☐☐☐☐
10	ΣΥΝΗΘΗΣ ΚΑΤΟΙΚΙΑ	
11	ΤΟΠΟΣ ΚΑΙ ΑΡΙΘΜΟΣ ΟΙΚΟΓΕΝΕΙΑΚΗΣ ΜΕΡΙΔΑΣ	
12	ΠΡΟΓΕΝΕΣΤΕΡΟΣ ΓΑΜΟΣ ΜΕ	
	ΛΥΘΗΚΕ ΑΠΟ ΣΤΙΣ	JO ☐☐ MO ☐☐ AN ☐☐☐☐ ΣΤΗ

13. ΔΥΝΑΤΑΙ ΝΑ ΣΥΝΑΨΕΙ ΓΑΜΟ ΣΤΗΝ ΑΛΛΟΔΑΠΗ ΜΕ

5	ΕΠΩΝΥΜΟ	
6	ΟΝΟΜΑΤΑ	
7	ΦΥΛΟ	
8	ΕΘΝΙΚΟΤΗΤΑ*	
9	ΗΜΕΡΟΜΗΝΙΑ ΚΑΙ ΤΟΠΟΣ ΓΕΝΝΗΣΗΣ	JO ☐☐ MO ☐☐ AN ☐☐☐☐
10	ΣΥΝΗΘΗΣ ΚΑΤΟΙΚΙΑ	
11	ΤΟΠΟΣ ΚΑΙ ΑΡΙΘΜΟΣ ΟΙΚΟΓΕΝΕΙΑΚΗΣ ΜΕΡΙΔΑΣ	
12	ΠΡΟΓΕΝΕΣΤΕΡΟΣ ΓΑΜΟΣ ΜΕ	
	ΛΥΘΗΚΕ ΑΠΟ ΣΤΙΣ	JO ☐☐ MO ☐☐ AN ☐☐☐☐ ΣΤΗ

		JO	MO	AN
13	ΗΜΕΡΟΜΗΝΙΑ ΕΚΔΟΣΗΣ			



14. * REF για πρόσφυγας και APA για άπατρις

ΣΥΜΒΟΛΑ

JO: Ημέρα

MO: Μήνας

AN: Έτος

M: Άνδρας

F: Γυναίκα

D: Θάνατος

DIV: Διαζύγιο

A: Ακύρωση

ABS: Απουσία

REF: Πρόσφυγας

APA: Άπατρις

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΕΚΔΟΘΕΝ ΚΑΤ'ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΠΟΥ ΥΠΕΓΡΑΦΗ ΣΤΟ ΜΟΝΑΧΟ ΣΤΙΣ 5 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1980

1	
2	
3	
4	

5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	

Οι εγγραφές γίνονται με λατινικούς τυπογραφικούς χαρακτήρες. Δύνανται επιπλέον να αναγραφούν με χαρακτήρες της γλώσσας της αρχής που εκδίδει το πιστοποιητικό.

Οι ημερομηνίες αναγράφονται με αραβικά ψηφία υποδεικνύοντας διαδοχικά, με τα σύμβολα Jo, Mo και An, την ημέρα, τον μήνα και το έτος. Η ημέρα και ο μήνας αναγράφονται με δύο ψηφία, το έτος με τέσσερα ψηφία. Οι εννέα πρώτες ημέρες του μήνα και οι εννέα πρώτοι μήνες του έτους αναγράφονται με ψηφία από 01 έως 09.

Οποιοδήποτε τοπωνύμιο ακολουθείται από το όνομα του Κράτος στο οποίο βρίσκεται ο σχετικός τόπος, εφόσον το εν λόγω Κράτος διαφέρει από εκείνο της αρχής που εκδίδει το πιστοποιητικό.

Αν ένα τετραγωνίδιο ή μέρος τετραγωνιδίου δεν μπορεί να συμπληρωθεί, διαγράφεται.

Όλες οι τροποποιήσεις και μεταφράσεις υπόκεινται στην προηγούμενη έγκριση της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Ακριβές επικυρωμένο αντίγραφο εκ του πρωτοτύπου το οποίο έχει κατατεθεί στα αρχεία της Ελβετικής Ομοσπονδίας.

Βέρνη, 9 Μαρτίου 1981

Για το Ομοσπονδιακό Υπουργείο Εξωτερικών
(σφραγίδα-υπογραφή)
Rubin
Προϊστάμενος του Τμήματος Διεθνών Συμβάσεων

Άρθρο δεύτερο

Αρμόδια για τον ορισμό των Αρχών, κατά το άρθρο 8 της κυρούμενης Σύμβασης, είναι τα κατά τόπους Ληξιαρχεία της χώρας, το εποπτεύον αυτά Υπουργείο Εσωτερικών και οι διπλωματικοί και προξενικοί λειτουργοί στους οποίους έχει ανατεθεί εκ του νόμου η άσκηση καθηκόντων Ληξιάρχου.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 12 παράγραφος 2 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 24 Ιανουαρίου 2014

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΤΟΥΡΝΑΡΑΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΜΙΧΕΛΑΚΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ, ΔΙΑΦΑΝΕΙΑΣ
ΚΑΙ ΑΝΘΡΩΠΙΝΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ

ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΣ ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 27 Ιανουαρίου 2014

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΣ ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ



ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004